

Communiqué de presse

Le 1 décembre 2025

VIH/sida : renforcer l'action — un impératif de santé publique

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le VIH/sida, le Groupe SOS souhaite rappeler que la lutte contre le VIH/sida demeure un enjeu majeur de santé publique, en France comme à l'international. Dans un contexte marqué par des restrictions budgétaires importantes et par des signaux épidémiologiques préoccupants, la continuité des actions de prévention, d'accompagnement et de prise en charge doit être maintenue et renforcée.

Des reculs budgétaires aux conséquences sanitaires directes

L'année 2025 a été marquée par une réduction sans précédent des financements dédiés à la santé mondiale. Les États-Unis ont notamment supprimé **83 % des programmes de l'USAID**, entraînant l'arrêt immédiat de milliers de projets essentiels, incluant des programmes de vaccination. Les États-Unis ne sont pas seuls. Les pays occidentaux réduisent massivement leurs engagements : la France a diminué de 20 % son budget dédié à l'aide publique au développement en 2025 et prévoit de le réduire à nouveau de 16 % pour 2026. Elle n'a pas annoncé de contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme¹.

Ces coupes budgétaires fragilisent durablement les dispositifs de prévention et d'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables. Elles compromettent les efforts collectifs engagés depuis plus de quatre décennies pour réduire les nouvelles contaminations et améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

En France, un affaiblissement préoccupant de la prévention

La baisse notable des financements publics alloués aux associations et la mise en œuvre de la prime Sécur pour tous les salariés du secteur, sans compensation par les financeurs publics a un impact considérable sur les actions de prévention, fragilise les parcours de soins et entraîne parfois la disparition de structures locales indispensables. Ces restrictions interviennent alors même que plusieurs indicateurs témoignent d'une situation nationale qui nécessite un renforcement des actions, dont la dernière étude publiée par Santé Publique France, qui indique une hausse de 41 % des diagnostics du virus chez les 15-24 ans entre 2014 et 2023, avec une augmentation des cas plus marquée à partir de 2021. Il y a également une diminution de l'usage du préservatif, notamment chez les plus jeunes, et un recours insuffisant à la PrEP.

Dépistage, accès aux soins, lutte contre les inégalités : des leviers à protéger

- Le VIH n'appartient pas au passé : la forte hausse chez les jeunes montre que l'épidémie continue de circuler au sein de populations fragilisées ou isolées — ce qui rend la prévention et le dépistage plus urgents que jamais.

¹ https://www.journaldusida.org/recherche_article/international/prise-en-charge/sante-mondiale-apres-le-choc-trump-vers-un-nouvel-ordre-de-laide.html

- Les dispositifs de dépistage généralisés et gratuits (ou sans avance de frais) sont essentiels — l'augmentation massive des tests depuis 2024 le confirme. Ces dispositifs doivent être consolidés et étendus.
- Les inégalités migratoires jouent un rôle central : un nombre important de nouveaux diagnostics concernent des personnes nées à l'étranger, dont beaucoup ont été contaminées après leur arrivée en France. Il faut des réponses ciblées pour ces populations (accès aux soins, information, dépistage, accompagnement).
- Les jeunes restent une population à haut risque — pas seulement pour le VIH, mais aussi pour les IST bactériennes. Cela rappelle l'importance d'une approche globale de santé sexuelle : prévention, éducation, dépistage, vaccination, accès aux traitements, réduction des inégalités.

Dans ce contexte, les dispositifs tels que l'**Aide médicale d'État (AME)** jouent un rôle déterminant pour garantir l'accès au dépistage et aux soins. Leur affaiblissement aurait pour conséquence une hausse des diagnostics tardifs, des hospitalisations lourdes et des contaminations évitables.

Appel à un engagement public renforcé

Face à ces défis, le Groupe SOS et ses associations Arcat et le Checkpoint Paris invitent les pouvoirs publics à porter une stratégie plus cohérente et durable.

Il est nécessaire de consolider et d'ajuster les financements dédiés à la prévention, au dépistage et à l'accompagnement, afin de maintenir une réponse efficace au VIH. Les dispositifs d'accès aux soins, dont l'AME, doivent être préservés pour garantir la continuité des parcours de santé.

Par ailleurs, la France a un rôle majeur à poursuivre dans le soutien aux programmes internationaux de lutte contre le VIH, particulièrement dans les pays les plus concernés. Enfin, la lutte contre les discriminations et l'amélioration de l'accès effectif aux droits doivent rester au cœur des politiques de santé publique pour en assurer l'impact.

Plus d'informations

Arcat : www.arcat-asso.org

Checkpoint Paris : www.checkpointparis.org

A propos

Le Groupe SOS est une organisation à but non lucratif, engagée en faveur du vivre-ensemble. Il développe et unit des associations et entreprises sociales, reliées par leur engagement social et environnemental.

Son action s'articule autour de deux grandes priorités : la gestion d'établissements non lucratifs dédiés à la jeunesse, à la santé, aux personnes vulnérables et aux personnes âgées ; la préparation d'un avenir durable et solidaire, avec des projets ambitieux pour la transition écologique, la revitalisation territoriale, les commerces responsables et l'accès à la culture.

Laïc et partisan, il porte un véritable projet de société, centré sur l'intérêt général.

Avec 26 000 personnes employées, 2 millions de bénéficiaires chaque année et une présence dans 50 pays, le Groupe SOS prouve qu'un impact d'envergure est souhaitable, pour bâtir un avenir plus juste et solidaire.

CONTACT PRESSE

Fiona Guitard

Fiona.guitard@groupe-sos.org

Responsable communication externe

Groupe SOS